



ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DU MUSÉE D'ORSAY  
ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING

**ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY ET DU MUSÉE DE L'ORANGERIE – VALÉRY GISCARD  
D'ESTAING**

**Direction administrative et financière**

**Service des affaires juridiques et des marchés publics**

Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75343 PARIS CEDEX 07

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

Marché public de Travaux

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT MUSEOGRAPHIQUE DE LA TERRASSE RODIN AU MUSÉE D'ORSAY**  
**Lot 1 : aménagement**

**N°2021-501**

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L2113-10, R2112-6 2°, R2121-1, R2113-4 à R2113-6, R2121-5, R2123-1 1° du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

**Date limite de remise des offres : 05/11/2021 à 12H00**

## Article 1. Pouvoir adjudicateur

Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie – Valéry Giscard d'Estaing.  
Établissement public national à caractère administratif créé par le décret n°2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié.  
Dont le siège est situé Esplanade Valéry Giscard d'Estaing - 75343 Paris Cedex 07.  
Représenté par Mr Christophe Leribault, Président ou son représentant.

## Article 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux de réaménagement muséographique de la terrasse Rodin du musée d'Orsay, situé au Esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75007 Paris.  
Les prestations sont décrites au CCTP, ses annexes et dans la DPGF.  
Le présent marché est une relance, suite à la décision d'abandon de la précédente procédure.

## Article 3. Procédure

### 3.1 Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte passée en application des articles L2113-10, R2112-6 2°, R2121-1, R2113-4 à R2113-6, R2121-5, R2123-1 1° du code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019.

### 3.2 Forme et montant

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre ☐ oui ☒ non  
Le marché est conclu à prix forfaitaires, définitifs fermes.

### 3.3 Allotissement

Le présent marché appartient à une opération allotie :

- **Lot 1 aménagement (CPV 450000004)**
- Lot 2 vitrines (CPV 39171000-1) – Les offre sont en cours d'analyse.

### 3.4 Tranches

Conformément aux articles R.2113-4 à R.2113-6 du code de la commande publique, le lot 1 est constitué de tranches décrites ci-après :

TRANCHES LOT 1 AMENAGEMENT	
0	Tranche ferme
1	Tranche optionnelle 1 : protection sol isorel
2	Tranche optionnelle 2 : palissade pour restauration
3	Tranche optionnelle 3 : saignée alimentation électrique du mobilier de médiation
4	Tranche optionnelle 4 : nettoyage de la pierre de buxy
5	Tranche optionnelle 5 : nettoyage de la pierre murale
6	Tranche optionnelle 6 : dépose et repose de pierres murales
7	Tranche optionnelle 7 : comblement de la saignée

La consistance des tranches est définie dans le CCTP et dans la DPGF.  
Les modalités d'exécution des prestations de chaque tranche sont définies au CCAP/AE et au CCTP.

### 3.5 Variantes et PSE

Conformément aux l'article R.2151-8 à R.2151-11 du code de la commande publique, les variantes sont autorisées dans les conditions décrites ci-après :

Sous réserve qu'il ait répondu à la solution de base, le candidat pourra présenter des propositions supplémentaires sur tous les aspects comportant des variantes à caractère technique, et ce à condition qu'il s'agisse de propositions techniques au moins aussi performantes que celles du marché.

Notamment, le candidat peut présenter une ou des variantes permettant une optimisation des délais et des coûts.

Lorsque le candidat présentera des variantes, il précisera obligatoirement dans le CCAP-AE les répercussions sur le prix global et forfaitaire, et fournira un état comparatif détaillé précisant les différences de coût entre la solution de base et lesdites variantes dans son offre technique. En cas de présentation de variante, le candidat devra présenter un autre CCAP-AE, une autre DPGF correspondant à la variante.

Le marché ne comprend de PSE.

### **3.6 Prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique portant sur la réalisation de travaux ou services similaires à ceux confiés au titulaire.

### **3.7 Quantités et étendue des besoins**

Sans objet.

### **3.8 Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

### **3.8 Langue et devise**

La langue utilisée pour la consultation et les documents remis par le candidat sont en français et libellés en euros.

### **3.9 Visite de site facultative mais fortement recommandée**

Une visite facultative mais fortement recommandée du site sera organisée au musée d'Orsay, esplanade Valéry Giscard d'Estaing 75007 PARIS.

Tous les candidats sont invités à se faire connaître avec accusé de réception auprès de :

**Courriel :** [valerie.claus@musee-orsay.fr](mailto:valerie.claus@musee-orsay.fr)

**Copie :** [coralie.deschamps@musee-orsay.fr](mailto:coralie.deschamps@musee-orsay.fr) ; [juliana.huet@musee-orsay.fr](mailto:juliana.huet@musee-orsay.fr)

Un créneau de visite sera alors communiqué. Les visites sont possibles jusqu'à 7 jours calendaires avant la date de remise des offres. Les modalités de visite seront transmises par courriel dès inscription.

A l'occasion de la visite de site obligatoire, le candidat devra s'imprégner de toutes les exigences et contraintes des travaux et répondre dans son offre, dans le détail, à toutes les contraintes énoncées dans les documents de la consultation.

## **Article 4. Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire, qui vaut ordre de service de démarrage, jusqu'à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

La durée prévisionnelle des travaux est d'environ quatre mois, période de préparation incluse (10 jours) à compter de la notification du marché. Les travaux se déroulent du 01 octobre 2021 au 4 février 2022. Le calendrier prévisionnel est joint au DCE. Il deviendra définitif et contractuel dans les conditions énoncées au CCAP-AE.

### 5.1 Modalités de retrait et d'identification sur le profil acheteur

Le dossier de consultation pourra être téléchargé gratuitement sur le site de la PLACE. La Plateforme des Achats de l'Etat recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s'identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informé automatiquement d'une éventuelle modification du dossier de consultation. Le téléchargement anonyme du dossier de consultation est possible mais dans ce cas le pouvoir adjudicateur sera dans l'impossibilité de prévenir le candidat d'un changement dans le dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la Plateforme des achats de l'Etat ne soient pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

Si le candidat rencontre des difficultés pour télécharger les pièces du dossier, il peut contacter l'assistance de la PLACE (Plateforme des Achats de l'Etat).

### 5.2 Contenu

Le DCE (dossier de consultation des entreprises) contient les éléments suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C) et son annexe unique :
  - Questionnaire diversité-égalité ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières valant Acte d'Engagement (C.C.A.P-A.E) et ses deux annexes :
  - Annexe 1 : Calendrier prévisionnel
  - Annexe 2 : DC4 le cas échéant
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Pièces graphiques
  - Annexe 2 : Règlement intérieur applicable aux entreprises extérieures de l'EPMO
  - Annexe 3 : Notice de sécurité incendie de l'EPMO
  - Annexe 4 : Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de construction en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 dans sa dernière version
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- DC1, DC2

### 5.3 Modifications du DCE

A l'initiative du candidat :

Le candidat ne peut apporter de modifications aux pièces du dossier de consultation des entreprises. Si ce dernier s'aperçoit d'une incohérence sur une ou des pièces ce dernier devra alerter le pouvoir adjudicateur via le profil acheteur.

A l'initiative du pouvoir adjudicateur :

L'EPMO se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Le candidat devra dès lors prendre en compte les pièces modifiées pour élaborer son offre.

### 5.4 Questions des candidats

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour l'élaboration de l'offre, les candidats devront faire parvenir au plus tard le **29/10/2021 12h00**, une demande écrite par voie électronique sur la Plateforme des achats de l'Etat (profil acheteur), en utilisant le registre des questions.

Une réponse sera alors adressée, via le profil acheteur, à tous les opérateurs identifiés et ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard le **29/10/2021**.

## **Aucune réponse ne sera adressée en dehors de cette voie de communication**

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur le profil acheteur.

### **Article 6. Dossier remis par le candidat**

Chaque candidat devra produire un dossier complet, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre. Les pièces sont listées ci-dessous :

#### **6.1 Présentation et contenu de la candidature**

- Le DC1 <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Le DC2 <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Il est demandé au candidat de fournir dans ces formulaires ou en annexe les éléments nécessaires à l'examen de la candidature, à savoir :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 ratifiée par la loi n°2021-195 du 23 février 2021, l'EPMO ne tiendra pas compte, dans l'appréciation de la capacité économique et financière des candidats, de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre de l'exercice sur lequel s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19.

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit produire un dossier de présentation complet.

Le DC1 mentionne si le candidat se présente seul ou en groupement. Si le candidat se présente en groupement, le DC1 mentionnera les membres du groupement et sera signée par chacun d'entre eux ou par le mandataire uniquement s'il a été habilité par les membres du groupement. Il doit être expressément précisé dans la fiche de candidature si le mandataire est habilité à signer la lettre de candidature et l'offre de groupement.

#### **Groupement d'opérateurs économiques**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le groupement peut être conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'EPMO dans un souci de garanties.

Conformément à l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Les candidats sont cependant autorisés à présenter une offre en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement se fera de manière globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

#### **Sous-traitance**

Aucune sous-traitance totale ou sur les prestations de fourniture n'est admise.

Si le candidat prévoit de sous-traiter une partie des prestations lors de l'élaboration de sa candidature, il devra remplir les éléments mentionnés dans le formulaire DC4, <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

*Nb : Conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en utilisant le modèle fixé par le règlement 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, le DUME peut être rempli via la page suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>*

➤ **Justificatif(s) d'habilitation à engager l'opérateur économique**

Les personnes physiques qui signent les documents de la candidature et de l'offre doivent impérativement avoir la capacité juridique d'engager l'opérateur économique et/ou le groupement d'opérateurs économiques en cas de groupement. A ce titre, les personnes signataires doivent apporter la preuve de leur habilitation à signer la candidature et l'offre de l'opérateur économique ou du groupement, en fournissant dans le dossier les documents justificatifs nécessaires (Extrait K-bis, pouvoir ou délégation de signature, mandat donné les opérateurs économiques membre du groupement, etc.). Cette exigence est valable indifféremment pour les documents remis sur support physique papier ou par voie dématérialisée.

➤ **La copie du ou des jugements prononcés, en cas de redressement judiciaire**

En application de l'article 1 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 ratifiée par la loi n°2021-195 du 23 février 2021, et de l'article L2141-3 3° du Code de la commande publique, les soumissionnaires qui bénéficient d'un plan de redressement sont autorisés à participer aux procédures de mise en concurrence sans avoir à démontrer qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible du marché.

## **6.2 Présentation et contenu de l'offre**

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières valant Acte d'Engagement (C.C.A.P-A.E) **complété, daté** - sans modification - par le représentant habilité de l'entreprise et/ou membre du groupement dûment habilité.  
*Nb : Seul le C.C.A.P valant Acte d'Engagement est à signer de manière électronique.*  
*La signature de cette pièce emporte acceptation de l'ensemble des documents du marché.*
- La Décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Calendrier détaillé et optimisé, sur la base du calendrier prévisionnel de l'EPMO, comprenant notamment le détail des enchainements avec identification des points de criticité
- Le mémoire technique comprenant les éléments suivants :
  - Les éléments de réponse aux critères de l'article 8.2 ci-après
  - La méthodologie technique envisagée pour la réalisation des prestations
  - La description des moyens humains
  - Les prescriptions environnementales

En tout état de cause, chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation. Le mémoire technique pourra également présenter toute autre information que le candidat jugera utile d'apporter à l'appui de son offre.

Le candidat veillera à ne pas mettre de documents qui n'auraient pas été demandés et qui ne seraient pas nécessaires à l'analyse : type plaquettes publicitaires, etc.

## **Article 7. Modalités de transmission du pli électronique**

Le candidat transmettra son pli avant la date limite de remise des offres indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence et reportée sur la première page du présent document.

Le candidat a la responsabilité du dépôt ou du chargement du pli avant la date limite de remise des offres, le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable de la non délivrance ou d'un chargement tardif du pli sur la plateforme.

Conformément à l'article R2143-2 du code de la commande publique, les candidatures et offres hors délais sont éliminées.

## 7.1 Pli électronique uniquement

Les plis sont transmis **uniquement par voie dématérialisée** sur le site suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise> Chaque transmission d'un pli fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les plis papier, électroniques, notamment les plis transmis par courriel ou par télécopie, seront considérés comme ne respectant pas la forme prescrite et seront rejetés.

### **Comment se déroule la remise d'une candidature ou d'une offre en ligne ?**

La plateforme des achats de l'Etat dispose de rubriques guides d'utilisation de la plateforme. Une assistance en ligne est également disponible <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Pour une première utilisation, il est recommandé d'effectuer une simulation de dépôt électronique en amont, proposée par la plateforme.

### **Nota relatif à la signature de l'offre**

Conformément, au code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 relatif aux marchés publics, la signature de l'offre n'est plus exigée au stade de la remise des offres. Le candidat est néanmoins engagé sur l'offre déposée.

En cas d'attribution du marché seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat signera électroniquement son offre, la signature est effectuée via un certificat de signature électronique conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique.

Le candidat devra alors signer les documents de candidature et le CCAP-AE. La signature du zip d'un dossier n'a pas de valeur, seule la pièce doit être signée. Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes tant pour les dépôts électroniques que les copies de sauvegarde :

- Les formats des fichiers envoyés ne pourront être que : .doc/ .docx / .rtf/ .pdf / .xls / .xlsx / .ppt / .pptx ;
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse ;
- Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

## 7.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R. 2132-11 du code de la commande publique le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde de son pli. La copie de sauvegarde parviendra dans avant la date limite de remise des offres.

## **Article 8. Examen des candidatures et jugement des offres**

### **8.1 Examen des candidatures**

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières sont examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Sont éliminés les soumissionnaires dont la candidature est irrecevable au regard des dispositions légales et réglementaires et dont les capacités professionnelles, techniques et financières paraissent insuffisantes au vu du dossier de candidature.

## 8.2 Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique. Une note totale sur 5 points est attribuée.

Le candidat ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse se verra attribuer le marché. L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée au regard des critères et sous critères pondérés suivants :

Critère 1 - Valeur technique de l'offre	60%
<u>Qualité de la méthodologie pour la réalisation des prestations :</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- En phase d'organisation et d'exécution prenant en compte des contraintes de l'opération</li><li>- Détail des moyens matériels (engins, fiches produits etc.) adaptés aux contraintes du site.</li></ul>	40 %
<u>Qualité et organisation des moyens humains dédiés à l'opération :</u> Compte-tenu des contraintes du site et de l'opération (nombre, organisation, qualifications et expériences professionnelles) du personnel sur site et d'encadrement, en particulier du chef de chantier	15 %
<u>Gestion et optimisation des délais :</u> Planning détaillé et optimisé, sur la base du calendrier prévisionnel de l'EPMO, comprenant notamment le détail des enchainements avec identification des points de criticité et gestion des interfaces avec le lot « vitrines »	35%
<u>Qualité environnementale de l'offre</u> Notamment concernant l'utilisation de matériels recyclables ou recyclés, la gestion des déchets du chantier, la limitation des volumes et quantités de déchets, les modalités de collecte sur site, le suivi des déchets et les objectifs de valorisation, etc.)	10 %
Critère 2 – Prix (tranche ferme et tranches optionnelles)	40%

### **Notation du critère « valeur technique de l'offre » pondéré à 60%**

Chaque sous critère sera noté selon l'échelle de notation suivante :

- si le candidat ne répond pas, il obtient 0 point (ce qui peut être jugé comme une offre irrégulière);
- si le candidat répond de façon peu satisfaisante, il obtient 1 point ;
- si le candidat répond de façon assez satisfaisante, il obtient 2 points ;
- si le candidat répond de façon satisfaisante, il obtient 3 points ;
- si le candidat répond de façon très satisfaisante, il obtient 4 points ;
- si le candidat répond de façon excellente, il obtient 5 points.

### **Notation du critère « prix des prestations » pondéré à 40%**

**Au regard du montant global HT de la DPGF (tranche ferme + tranches optionnelles) selon la formule suivante :**

(Total de la DPGF du candidat HT le moins élevé x 5) / Total de la DPGF du candidat à noter = note / 5



## Article 9. Négociation

A l'issue de l'analyse des offres, et conformément aux dispositions de l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager une phase de négociation avec le ou les candidats les mieux classés, dans les conditions suivantes :

- Les offres inappropriées au sens de l'article R. 2152-1 du code de la commande publique seront éliminées.
- En application des dispositions de l'article R. 2152-1 du code, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'admettre à la négociation, dans le strict respect d'égalité de traitement, les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables et ne pas les éliminer d'emblée.
- A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur éliminera les offres qui seront restées irrégulières ou inacceptables.
- La négociation pourra porter sur tous les éléments de la candidature et de l'offre, notamment la valeur technique et le prix. La négociation se fera obligatoirement par rapport aux offres initialement établies. La négociation peut avoir lieu par échange de courriels ou sous forme de rencontre.
- La négociation ne pourra porter sur l'objet du marché ni modifier substantiellement les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.
- La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. Les informations données aux candidats ne pourront être de nature à avantager certains d'entre eux. Le pouvoir adjudicateur ne pourra révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

A défaut de nouvelle proposition dans les délais impartis, seule la première offre du candidat sera prise en considération pour l'analyse finale si elle n'est ni irrégulière, ni inacceptable.

S'agissant des offres remises après négociation ou, à défaut de nouvelles propositions, des premières offres, le délai de validité des offres est apprécié à compter de la date de remise des offres définitives.

Suite à la négociation, les offres qui resteraient irrégulières ou inacceptables ne seront ni notées, ni classées.

A l'issue des négociations, l'offre de l'opérateur économique qui obtiendra le plus grand nombre de points sera jugée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

## Article 10. Régularisation

En application des articles R2152-1, R2152-2 et R2152-6 du Code précité, l'EPMO se réserve la possibilité de régulariser les offres et les candidatures irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et dans le respect du principe d'égalité de traitement des soumissionnaires. La régularisation de l'offre ne peut ainsi en aucun cas avoir pour effet de modifier ses caractéristiques substantielles.

## Article 11. Attribution provisoire

Conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et R.2143-6 à R.2143-10 et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, le soumissionnaire, auquel il est envisagé d'attribuer le marché, devra produire (s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre) :

L'attestation fiscale (valable 1 an), disponible en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA, ou auprès du service des impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, autoentrepreneur...).

L'attestation sociale, qui permet de justifier du paiement des cotisations sociales disponible pour les sociétés ou travailleurs indépendants gratuitement à partir de leur compte Urssaf en ligne.

Le document d'immatriculation, extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs ci-dessus.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché.

En cas de non-respect par un des candidats provisoirement retenus, du délai imparti, ou de fourniture de documents non valables, son offre sera rejetée.

Dans ce cas de figure, c'est le candidat suivant selon le classement des offres qui se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

Les candidats seront informés individuellement du résultat de la consultation dès que la personne responsable du marché aura fait son choix.

## **Article 12. Procédure de médiation et recours**

Avant tout recours, le candidat a la possibilité de contacter le pouvoir adjudicateur afin de trouver une réponse à l'amiable du litige.

Instance auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – F-75181 Paris cedex 04

E-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr) - Tél 01 44 59 44 00 Fax 01 44 59 46 46

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif national de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics - 6 rue Louise-Weiss, Télédéc 353, F-75703 Paris cedex 13 - Tél 01 44 87 17 17 Fax 01 44 97 33 9